



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

Liberté
Égalité
Fraternité

BOAMP.fr

Bulletin officiel des annonces des marchés publics

Avis de marché

Attention : les informations contenues dans l'extrait PDF peuvent dans certains cas ne pas présenter le texte intégral de l'annonce. Les extraits PDF des annonces du BOAMP ne constituent pas le format officiel, pour consulter le texte intégral au format officiel du présent avis, cliquez sur <https://www.boamp.fr/pages/avis/?q=idweb:24-11815>

Département(s) de publication : **91**

Annonce n° **24-11815**

Travaux

Section 1 - Identification de l'acheteur

Nom complet de l'acheteur : Commune De Montlhery

Type de Numéro national d'indentification : SIRET

N° National d'identification : 21910425400061

Ville : MONTLHERY

Code postal : 91310

Groupement de commandes : Non

Département(s) de publication : 91

Section 2 - Communication

Lien direct aux documents de la consultation : <https://www.marches-publics.info/mpiaaws/index.cfm?fuseaction=dematent.login&type=Dce&Idm=1411054>

Identifiant interne de la consultation : FG/CL

Intégralité des documents sur le profil d'acheteur : Oui

Utilisation de moyens de communication non communément disponibles : Non

Nom du contact : Mairie de Montlhéry

Numéro de téléphone du contact : +33 164495333

Section 3 - Procédure

Type de procédure : Procédure adaptée ouverte

Conditions de participation :

- **Aptitude à exercer l'activité professionnelle - conditions / moyens de preuve :** - Formulaire Dc1, Lettre de candidature _ Habilitation du mandataire par ses co-traitants. (disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>) - Formulaire Dc2, Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement. (disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>) - Copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire. - Une déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner mentionnés aux articles L. 2141-1 et suivants et L. 2341-1 et suivants du code de la commande publique ; Notamment qu'il n'a pas dû verser, au cours des trois années précédentes, des dommages et intérêts, n'a pas été sanctionné par une résiliation ou n'a pas

fait l'objet d'une sanction comparable du fait d'un manquement grave ou persistant à ses obligations contractuelles lors de l'exécution d'un marché public antérieur ; - Une déclaration sur l'honneur qu'il est en règle au regard de l'obligation d'emploi mentionnée aux articles L 5212-1 à L 5212-11 du Code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés (article 29 de la loi no2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées)

- **Capacité économique et financière - conditions / moyens de preuve** : - Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les fournitures, services ou travaux objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles. - Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels. o Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance garantissant la responsabilité civile professionnelle et décennale à fournir au plus tard à la date de notification du marché
- **Capacités techniques et professionnelles - conditions / moyens de preuve** : - Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années. - Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de marchés de même nature. - Présentation d'une liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années, appuyée d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants. - Les Certificats de qualification professionnelle établis par des organismes indépendants : la preuve de la capacité du candidat peut être apportée par tout moyen, notamment par des certificats d'identité professionnelle ou des références de travaux attestant de la compétence de l'opérateur économique à réaliser la prestation pour laquelle il se porte candidat. - Le candidat ou le groupement devra présenter des compétences exigées par le maître d'ouvrage dans les domaines suivants : Voirie et Réseaux Divers (Vrd) ou Maçonnerie et pose de clôtures

Technique d'achat : Sans objet

Date et heure limite de réception des plis : 13/03/2024 à 17:00

Présentation des offres par catalogue électronique : Interdite

Réduction du nombre de candidats : Non

Possibilité d'attribution sans négociation : Oui

L'acheteur exige la présentations de variantes : Non

Critères d'attribution : Valeur technique de l'offre appréciée à l'aide du mémoire technique : 60% Prix : 40%

Section 4 - Identification du marché

Intitulé du marché : EXTENSION D'UN DISPOSITIF DE VIDEOPROTECTION ET D'UN CENTRE DE SUPERVISION URBAIN

Code CPV principal - Descripteur principal : 45233292

Type de marché : Travaux

Description succincte du marché : Il s'agit d'un accord-cadre à bons de commande mono-attributaire. La procédure de passation utilisée est : la procédure adaptée ouverte. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique. Il est passé pour une durée ferme d'UN AN à compter de sa notification et renouvelable TROIS fois, par reconduction tacite, sans que la durée totale du contrat ne puisse excéder QUATRE ans. Le représentant du pouvoir adjudicateur se prononcera au moins deux mois avant la fin de chaque période annuelle, s'il souhaite ne pas renouveler le contrat, par courrier recommandé avec accusé de réception. Quelle que soit la décision prise par le représentant du pouvoir adjudicateur, le titulaire peut faire part à celui-ci, au moins trois mois avant la fin de chaque période de validité du marché, de sa volonté de se dégager du contrat, le titulaire reste cependant engagé jusqu'à la fin de la période en cours

Lieu principal d'exécution du marché : Montlhéry 91310 - MONTLHERY - 91310

Durée du marché (en mois) : 48

La consultation comporte des tranches : Non

La consultation prévoit une réservation de tout ou partie du marché : Non
Marché alloti : Non

Section 6 - Informations Complémentaires

Visite obligatoire : Oui

Détail sur la visite (si oui) : Une visite sur site est obligatoire. L'offre d'un candidat qui n'a pas effectué cette visite sera déclarée irrégulière. Les dates de visite sont indiquées dans le Règlement de consultation

Autres informations complémentaires : Instance chargée des procédures de recours : Tribunal Administratif de Versailles 56 avenue de Saint Cloud 78011 Versailles Cedex Tél : 01 39 20 54 00 - Fax : 01 39 20 54 87 greffe.ta-versailles@juradm.fr <http://www.ta-versailles.juradm.fr>

Date d'envoi du présent avis à la publication : 31/01/2024